

Pré-instruction de la compatibilité entre la SLGRI de NEVERS et le Plan de gestion des risques d’inondation du bassin Loire Bretagne

A- Conformément à l’article R 566-16 du code de l’environnement et au point 4.4.2 du PGRI, la SLGRI comprend

- un **diagnostic** à partir des connaissances existantes ou ayant pu être rapidement acquises : *le diagnostic est assez fourni et s’appuie au moins pour partie sur l’étude EGRIAN. Le point est fait sur l’ensemble des documents réglementaires disponibles.*
- une **carte du périmètre commentée** sur la logique retenue pour le choix du périmètres : *il semble que la justification pour l’extension du périmètre de la SLGRI soit simplement basé sur l’appartenance à l’agglo ? Le cas de Saint 2loi est plus explicite car les enjeux sont cités. Un commentaire relatif à la nécessaire solidarité entre communes inondées et non-inondées apporterait davantage de force.*
- des objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations pour le TRI et éventuellement des objectifs de gestion du territoire élargi au bassin versant hors TRI du périmètre de la SLGRI : ...
- **des dispositions** qui seront déclinées de façon opérationnelle par un ou des programmes d’actions et qui ne se cantonnent pas aux seules modalités gestion de l’aléa-> voir ci après

Les dispositions du PGRI sont toutes énumérées, voire simplement reprises mais ne sont pas toujours déclinées dans le contexte local, l’expression restant conditionnelle ou impérative mais sans désigner de façon explicite le porteur, sans décrire les grandes lignes de ce que pourrait être la piste ou l’action correspondantes. En outre, aucun délai n’est précisé quant à leur aboutissement, donc on ne sait si cela fait partie de la SLGRI 2016-2021. Le plus souvent il suffirait de remplacer « doit ou doivent » par sera ou seront avec la désignation du pilote lorsqu’il est connu (cf Papi). Le fait d’avoir repris l’ensemble du PGRI a une vertu : la SLGRI constitue un porter-à-connaissance des acteurs du PGRI ; a contrario, en l’état actuel de la rédaction, il est difficile de savoir finalement quels sont les priorités pour la période 2016-2021 couvertes par la feuille de route que constitue la SLGRI.

B – La SLGRI répond aux attentes du PGRI qui prescrit de s’intéresser à certains sujets – **ci-dessous principaux éléments en première lecture qui suscitent des interrogations**

Disposition du PGRI portant sur le contenu attendu de la SLGRI	La SLGRI prévoit des actions sur le sujet ?	La SLGRI prévoit des études sur le sujet ?	La SLGRI ne comprend pas d’actions sur le sujet considérant qu’il a déjà été traité ?	La SLGRI conclut à l’absence d’enjeu ou à des enjeux mineurs sur le sujet ?	Observation
Disposition 3.3 : présence d’un volet sur la réduction des dommages aux biens fréquemment inondés (intervention sur les biens, possibilités de réduction de l’aléa)	Sécurisation de l’usine d’eau potable	Études à compléter pour maintien électricité dans établissements les plus vulnérables+révis ion PPRI	Plans de circulation réalisés (pont Fourchambault et Loire, points névralgiques)		Renforcement digue de Maison Rouge (station de gaz) → ce renforcement est il bien prévu ? S’agit-il d’une étude à prévoir ? Pour les réseaux électriques, « les démarches engagées doivent être poursuivies, de nombreuses incertitudes restent encore à lever ». Sans détailler ces incertitudes, il serait bon d’en faire un simple résumé et de traduire en orientation / action la poursuite des investigations .
Disposition 3.4 Présence d’un volet sur la réduction de la vulnérabilité des services utiles à la gestion de crise ou nécessaires à la traduction d’un besoin prioritaire à la poulation, situés dans la zone inondable. Analyse globale de la vulnérabilité des réseaux	Communication préventive pour personnel et usagers des équipements ; → pas de fiche action dans le PAPI ? Documents de communication et formations sur vulnérabilité du bâti à prévoir. Le PAPI prévoit diagnostics vulnérabilité des particuliers.		Diagnostics réalisés sur les entreprises avec l’EPL		- Des diagnostics réalisés pour les entreprises avec l’EPL Il y en a 450 : que fait on suite à ces diag et en particulier sur les ICPE ? (risques aux personnes et pollutions) - « Pour les équipements dont l’activité doit continuer lors de la crise, leur délocalisation est impérative » à part les pompiers, quels autres prévus (5 services de secours , une vingtaine d’ERP, 8 groupes scolaires, 7 services publics....) - 210 établissements de gestion de crise : que fait on ? - électricité : est ce que les études menées par EDF en 2014 permettent de trouver une solution pour le poste
Disposition 3.5 : présence d’un volet sur la réduction de la vulnérabilité des services utiles à un retour à la normale rapide du territoire après une inondation, situés dans la zone inondable. Analyse globale sur les réseaux					
Disposition 3.6 : présence d’un volet sur la réduction de vulnérabilité des installations, équipements existants pouvant générer une pollution ou un danger pour la population					

					source desservant 28 000 abonnés ? Des installations hors ZI pourraient-elles être impactés par sa défaillance ?
Disposition 4.4: objectifs de la SLGRI coordonnée avec les politiques locales de gestion du trait de côte (pour les TRI avec risque important d'érosion du trait de côte)	Sans objet				
Disposition 4.5 : rappel dans la SLGRI des engagements connus des maîtres d'ouvrage de digues ; recherche de l'unification de la maîtrise d'ouvrage et de la gestion des ouvrages pour une même zone protégée dans le cadre de Gemapi	L'agglo de Nevers reprendra l'ensemble des digues Globalement le sujet le plus exhaustif du dossier Quid de la digue de Maison Rouge ? Voir aussi 3.3				
Disposition 5.2 : présence d'un volet communication comprenant a minima : <ul style="list-style-type: none"> une description du risque et de ses conséquences prévisibles (carto TRI) exposé des mesures de gestion prévues, en particulier celles nécessitant une approche supracommunale pour les territoires avec digues, maintien de la mémoire du risque 	Repères de crues prévus 18 ensembles pédagogiques (panneaux, PHEC...) en ville Afficheurs digitaux des cotes de Loire Suivi réalisations sur internet (Egrian)				
Disposition 5,5 : les collectivités doivent promouvoir l'élaboration de plans familiaux de mise en sécurité dans les DICRIM sur les TRI					La SLGRI doit comprendre une action sur le sujet éventuellement en continuité d'actions déjà engagées
Disposition 5.6 : les collectivités des TRI organisent avec les chambres consulaires une information des acteurs économiques sur le risque d'inondation et la manière d'en réduire les conséquences négativesLa SLGRI doit nécessairement comprendre une action sur le sujet éventuellement en continuité d'actions déjà engagées					La SLGRI doit comprendre une action sur le sujet éventuellement en continuité d'actions déjà engagées
Disposition 6.2 : présence d'un volet, au moins sur le périmètre du TRI, sur la mise en sécurité des populations et notamment les mesures à prendre pour la gestion de crise dans les zones protégées par des digues. Coordination des plans d'évacuation des communes.	Pcs en cours Automate financé dans le cadre du Papi				« la cohérence entre les plans doit être vérifiée » : certes c'est un devoir mais cela est il envisagé ?
Disposition 6.3 : présence d'un volet, au moins sur le TRI, sur la vulnérabilité du patrimoine culturel et historique en zone inondable, et mesures à prendre pour sa gestion en période de crise	La formulation est ambiguë sur la présence ou non d'enjeux patrimoniaux ou historiques à traiter en ZI. Merci d'éclaircir le propos.				
Disposition 6.4 : présence d'un volet sur l'organisation et la valorisation des REx après les inondations					« Un rex doit être fait par ... » → le sera t il ? Qui pilotera ?
Disposition 6.5 : présence d'un volet, a minima sur le TRI, sur la continuité des activités des services utiles à a la gestion de crise en ZI ainsi que des services nécessaires à la satisfaction des					« les équipements doivent...mettre en place des PCA »-> vont ils le faire, lesquels sont prioritaires ?

besoins prioritaires à la population. Analyse globale de la vulnérabilité des réseaux. Analyse des accès au territoire s’il comprend ces mêmes services.					
Disposition 6.6 : présence d’un volet, a minima sur le TRI, sur la continuité des activités voire l’évacuation des établissements hospitaliers ou médicalisés en ZI ; intégration dans les plans bleus et blanc du risque d’inondation				Sujet a priori mineur car l’essentiel des établissements est hors ZI et pourront fonctionner en mode dégradé	Nota : l’ARS de bassin interviendra sans doute sur ce volet en CIPL
Disposition 6.7 : présence d’un volet, a minima sur le TRI, sur la mise en sécurité et la reprise d’activité des services utiles au retour à la normale rapide du territoire, situés en ZI. Analyse globale de la vulnérabilité des réseaux. Analyse des accès au territoire s’il comprend ces mêmes services.	La SLGRI suggère qu’il faudrait faire des diagnostics individuels de chaque établissement de service public concerné -> est ce que cela se fera sur la période, est ce prioritaire, est ce une orientation retenue par la SLGRI ?				

C- Enfin, il convient de vérifier que la SLGRI ne prend pas d’option qui serait incompatible avec le PGRI :

- Exemples de points à vérifier :
- urbanisation des territoires d’expansion des crues contrairement à la disposition 1.1 du PGRI ou de zones potentiellement dangereuses décrites à la disposition 2.1 du PGRI
 - mise en place de digues ne répondant pas aux dispositions 1.2 et 1.3 du PGRI. *La réalisation des fermetures des passages sous la voie ferrée revient à créer une nouvelle digue.*
 - urbanisation derrière les digues en dehors des dérogations prévues à la disposition 2.4 du PGRI
 - projet de mise en place d’un ouvrage écrêteur de crue avec des impacts significatifs sans mise en place d’un SAGE contrairement à la disposition 1.6
 - absence de révision des PPR sur le territoire de la SLGRI alors que le diagnostic montrerait qu’ils sont manifestement incohérents entre eux contrairement à la disposition 2.5
 - absence de révision d’un PPR ancien alors que le diagnostic montre qu’il n’est plus approprié à la gestion du territoire en regard de la connaissance existante (disposition 2.6 et autres)

Il conviendra de rester vigilant dans les documents d’urbanisme et le PPR à ne pas ouvrir de nouvelles possibilités d’urbanisation-> l’ouverture du chantier PPR est une très bonne chose